



**PROCES-VERBAL
DE LA RÉUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DU MERCREDI 16 JANVIER 2013**

SOMMAIRE :

- Approbation du procès-verbal de la réunion du conseil municipal du 14 novembre 2012 ;
- 1) Prise en charge des rémunérations du personnel du CIASIC au titre du transfert de ce personnel
- 2) Projet de création du Centre Communal d'Action Sociale de Rémire-Montjoly ;
- 3) Élection des représentants du Conseil Municipal au CCAS de Rémire-Montjoly ;
- 4) Projet de Décision Modificative n° 3 (Budget Principal – exercice 2012) ;
- 5) Projet de tarification (activités vacances sportives) ;
- 6) Engagement d'une procédure de modification simplifiée du POS ;
- 7) Érosion marine exceptionnelle - Demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle
- 8) demande de cession gratuite d'une partie du terrain cadastré AR 220 appartenant à l'État

L'an deux mille treize, le mercredi seize janvier, les membres du conseil municipal de la commune de Rémire-Montjoly se sont réunis à l'Hôtel de Ville sur convocation du Maire - Jean GANTY, adressée le 10 du même mois.

PRESENTS :

MM : GANTY Jean Maire, **LEVEILLE** Patricia 1° adjointe, **SORPS** Rodolphe 3° adjoint, **BERTHELOT** Paule 4° adjoint, **MAZIA** Mylène, 5° adjointe, **RABORD** Raphaël 6° adjoint, **GERARD** Patricia 7° adjoint, **EDWIGE** Hugues 8° adjoint, **MITH** Georgette, **PRUDENT** Jocelyne, **SAINT-CYR** Michel, **NELSON** Antoine, **TOMBA** Myriam **JOSEPH** Anthony, **CHAUMET** Murielle, **THÉRÉSINE** Félix, **ANTIBE** Marie, **LASALARIE** Jean-Pierre, **ELFORT** Marlène, **PLENET** Claude, **MONTOUTE** Line, **WEIRBACK** Jean-Marc, **EGALGI** Joséphine, **HO-BING-HUANG** Alex, **MARS** Alain *conseillers municipaux*.

ABSENTS EXCUSES :

LIENAFA Joby, **DESIRE** Paulette, **BUDOC** Rémy-Louis, **FELIX** Serge,

ABSENTS NON EXCUSÉS :

BRUNE José, **MARS** Josiane, **MITH** Magali, **CATAYEE** Patrice

Procurations déposées par :

LIENAFA Joby en faveur de Monsieur **JOSEPH** Anthony
BUDOC Rémy-Louis en faveur de Madame **TOMBA** Myriam

Assistaient à la séance :

DELAR Charles-Henri – Directeur Général des Services
KOUSSIKANA Guénéba, Directrice Générale Adjointe
LUCENAY Roland – Directeur des Services Techniques
JUNIEL-BRIOLIN – Directeur du service financier
EUZET Jean-Marc – Responsable Bureau d'Etudes
VARVOIS Christophe – Responsable du Service Urbanisme
ELIEZER Jules – Collaborateur de Cabinet
SYIDALZA Murielle/ **ALFRED** Karine – Secrétaires de séance
SAINT-JULIEN Gaston – Régie/Sono

Le quorum étant atteint et l'assemblée pouvant valablement délibérer, Monsieur le Maire déclare la séance ouverte à 18 h 40 mn.

Conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est procédé à la désignation d'un secrétaire de séance. Madame **Jocelyne PRUDENT** s'étant proposée a été désignée **par 25 voix « pour » et 2 « abstentions »** pour remplir ces fonctions.

Avant d'entamer le début de la séance, Monsieur le Maire demande à l'assemblée délibérante de bien vouloir accepter l'ajout de trois points supplémentaires à l'ordre du jour, relatifs à la prise en charge des rémunérations du personnel transféré du CIASIC vers la commune de Rémire-Montjoly, pour les mois de janvier et février 2013, la demande de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle suite à l'érosion marine récente et exceptionnelle, ainsi qu'une demande de cession gratuite d'une partie du terrain cadastré AK 220, appartenant à l'État.

Ces propositions ont été acceptées à l'unanimité.

Adoption du procès-verbal de la séance du 14 novembre 2012

Le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 14 novembre 2012, n'appelant aucune remarque et observation, a été adopté par 23 voix « pour » et 04 « abstentions ».

Avant de poursuivre, Monsieur le Maire présente à l'assemblée Monsieur Bernard BRIOLIN-JUNIEL récemment nommé Directeur du service Finances/ Comptabilité.

Invité à se présenter personnellement, Monsieur Bernard BRIOLIN-JUNIEL intervient pour exposer les motivations qui l'ont poussées à venir travailler à Rémire-Montjoly.

1°/ Prise en charge des rémunérations du personnel du CIASIC au titre du transfert de ce personnel

Abordant le premier point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire porte à la connaissance des membres de l'assemblée délibérante que la procédure de transfert du personnel du Centre Intercommunal d'Action Sociale de l'Ile de Cayenne (CIASIC) vers notre futur Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), est en cours ; Il rappelle que par arrêté n° 1204/SG/2D/1B/2012 le Préfet a mis fin à l'exercice des compétences du Centre Intercommunal d'Action Sociale de l'Ile de Cayenne (CIASIC) au 31 août 2012.

Pour des raisons relevant de son autorité, il a récemment produit un arrêté préfectoral modificatif le 31 décembre 2012, repoussant sous réserve de l'apurement des dettes, la date de dissolution du Centre Intercommunal d'Action Sociale de l'Ile de Cayenne (CIASIC) au 31 mars 2013.

Compte tenu du calendrier très serré, ne permettant pas la réalisation complète des obligations à formaliser, à savoir :

- 1) Consultation du CTP par le CIASIC ;
- 2) Saisine de la CAP par les communes accueillant les agents ;
- 3) Consultation du CTP par les communes accueillant les agents ;
- 4) Délibération créant les emplois ;
- 5) Déclaration de vacances de ces emplois ;
- 6) Arrêté de transfert.

Et malgré l'absence, jusqu'à maintenant, de notification officielle de la liste nominative des agents du Centre Intercommunal d'Action Sociale de l'Ile de Cayenne, la commune de Rémire-Montjoly se devait d'accueillir 13 agents. Dans ces conditions, Monsieur le Maire a demandé à l'Administrateur Général des Finances Publiques que leurs rémunérations du mois de janvier 2013, soient prises en charge et payée par le Centre Intercommunal d'Action Sociale de l'Ile de Cayenne (CIASIC) puisque ce dernier jouit toujours de la personnalité morale de droit public et de l'autonomie financière, en tous cas et réglementairement jusqu'au 31 mars 2013.

Après échanges des services avec Madame le Comptable public de la commune de Rémire-Montjoly, il en ressort que le Centre Intercommunal d'Action Sociale de l'Ile de Cayenne (CIASIC) ne pourra pas prendre en charge ces rémunérations par manque de financement.

En définitive, pour ne pas léser les agents concernés qui sont arrivés dans nos services depuis le 02 janvier 2013 et qui y ont travaillé, Monsieur le Maire a demandé à l'Administrateur Général des Finances Publiques de lui faire valoir en toute écriture sa demande exceptionnelle.

Monsieur le Maire transmet aux membres de l'assemblée délibérante, une copie de la correspondance qu'il a reçue, en leur demandant de bien vouloir en prendre acte, et de se positionner sur le principe du paiement des charges de personnel concernant ces agents qui seront transférés au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la commune, établissement public social autonome, dès sa création. Ces charges qui s'élèvent à 70 000 euros feront l'objet de régularisation budgétaire et comptable, imputée sur le budget du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS).

Madame Joséphine EGALGI sollicitant la parole et l'obtenant, souligne que dans le rapport présenté, il est mentionné que 13 agents du CIASIC ont été accueilli dans la collectivité dont Monsieur Bernard BRIOLIN-JUNIEL, nouveau Directeur du Service Financier qui vient d'être présenté, elle demande si une présentation des 12 autres agents peut être faite à l'assemblée.

Monsieur le Maire répond que dans l'attente d'une notification de la liste officielle de la part du CIASIC, et après moult réunions qui se sont tenues avec les autres collègues Maires et le Centre de Gestion, une liste non officielle a été arrêtée en fonction du nombre d'agents qui devait être accueillis dans chaque commune concernée.

Monsieur le Maire invite la Directrice Générale Adjointe, à citer les noms des agents qui ont commencé à travailler depuis le 02 janvier 2013 dans la collectivité.

Monsieur Claude PLENET, sollicitant la parole et l'obtenant, dit être surpris par la gymnastique comptable opérée autour de cette affaire, il ne comprend pas les raisons pour lesquelles la collectivité est obligée de procéder au paiement des rémunérations de ce personnel, car dit-il c'est une mesure dérogatoire qui est pour lui à la limite de l'illégalité.

Monsieur le Maire explique que c'est une situation qui n'est pas tout à fait normale, mais qu'il ne peut en aucun cas laisser ces agents qui ont été transférés de fait et qui ont travaillé sur la commune, sans rémunération. Bien évidemment dit-il, ces charges seront récupérées sur le budget du CCAS de Rémire-Montjoly.

VU la loi n°82-213 du 02 mars 1982 modifiée, portant droits et libertés des Communes, Départements et des Régions ;

VU la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée, relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'État ;

VU la loi n°84-809 du 13 août 2004 relatives aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, notamment ses articles 44 à 50 ;

VU l'arrêté du Préfet de la Région Guyane n° 1204/SG/2D/1B/2012 du 03 août 2012 mettant fin à l'exercice de la compétence du SIVU (CIASIC) ;

VU l'arrêté du Préfet de la Région Guyane n° 2063/SG/2D/1B/2012 du 31 décembre 2012, modifiant son arrêté n° 1204/SG/2D/1B/2012 du 03 août 2012 ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu pour le futur Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de la commune de Rémire-Montjoly, d'accueillir 13 agents du Centre Intercommunal d'Action Sociale de l'Île de Cayenne (CIASIC) ;

CONSTATANT que les communes membres du SIVU ont accueilli les agents déplacés ;

VU la lettre du 11 janvier 2013 de Monsieur l'Administrateur Général des Finances Publiques de la Région Guyane ;

Le Maire explique à l'assemblée qu'il convient de procéder sur le budget principal de la commune de Rémire-Montjoly au paiement des charges du personnel des agents concernés ;

Il précise que le montant des crédits nécessaires est estimé à **soixante dix mille euros (70 000 €)** ;

Il rajoute que les opérations réalisées devront être régularisées par imputation au budget de l'exercice 2013 du Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) ;

Il propose à l'assemblée de bien vouloir délibérer sur ce point dont l'urgence, commande l'attention favorable qu'elle requiert ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

OUI les explications du Maire ;

APRÈS avoir délibéré ;

PREND ACTE de la demande de l'Administrateur Général des Finances Publiques, de son engagement à payer les salaires des agents accueillis à Rémire-Montjoly.

DÉCIDE :

A titre exceptionnel, de prendre en charge les rémunérations et dépenses afférentes du mois de janvier et de février 2013, des agents du Centre Intercommunal d'Action Sociale de l'Ile de Cayenne (CIASIC) mis à disposition à Rémire-Montjoly.

CONFIRME qu'un crédit de **soixante dix mille euros (70 000 €)** sera inscrit au Budget Primitif 2013, du budget principal.

PRÉCISE qu'une régularisation des ces opérations interviendra par imputation sur le budget du futur Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Rémire-Montjoly.

VOTE : Pour = 27 Contre = 00 Abstention = 00

2°/ Projet de création du Centre d'Action Sociale de Rémire-Montjoly

Continuant avec le deuxième point, Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée que par délibération n° 2012-62/RM du 18 juillet 2012, le Conseil Municipal s'est prononcé pour la dissolution du Syndicat Intercommunal à Vocation Unique (**SIVU**), et par conséquent du Centre Intercommunal d'Action Sociale de l'Ile de Cayenne (**CIASIC**).

Tenant compte d'une volonté exprimée par la majorité des conseils municipaux des communes membres (Cayenne, Matoury, Rémire-Montjoly, et Montsinéry-Tonnégrande), le Préfet a pris un arrêté mettant fin à l'exercice des compétences du Syndicat à Vocation Unique (**SIVU**) du Centre Intercommunal d'Action Sociale de l'Ile de Cayenne (**CIASIC**).

Le Syndicat du CIASIC conserve sa personnalité morale pour les seuls actes de gestion courante et la mise en œuvre des opérations de liquidation, en attendant la dissolution effective du CIASIC.

Dès lors, chaque commune anciennement membre du CIASIC a désormais la possibilité, voire l'obligation de créer son propre CCAS.

Considérant la nécessité de garantir la continuité du service public d'aide sociale, dans le cadre de la procédure de dissolution du CIASIC, notre commune doit s'inscrire dans cette démarche, dans la mesure où il ressort d'un diagnostic préliminaire, que :

- l'évolution des modes de vie et l'arrivée de populations nouvelles sur notre territoire ont considérablement augmenté l'aspiration des habitants à obtenir des services plus structurés et efficaces ;
- Les élus sont de plus en plus sollicités par rapport à la détérioration du lien social et la perte de la cohésion sociale.

En conséquence, pour répondre à l'effervescence des besoins sociaux croissants et diversifiés de la population, et face à l'obligation de respecter la réglementation, Monsieur le Maire propose de créer un Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) qui permettra :

- de partager une vision de développement solidaire de notre territoire,
- de mobiliser les acteurs sociaux autour de ce projet,
- de développer la réponse de proximité.

A ce titre, différentes actions obligatoires et facultatives pourront être mises en place en faveur des administrés de notre Commune.

Au titre de l'aide sociale légale (*obligatoire*), les actions suivantes doivent être mises en œuvre :

- la procédure de domiciliation des personnes sans domicile fixe ;
- l'accueil, l'information, l'instruction, l'accompagnement et la transmission des demandes d'aides ;
- la lutte contre l'exclusion ;
- les enquêtes sociales.

Au titre de l'aide sociale facultative, les actions complémentaires suivantes seront mises en place :

- les dispositifs d'aide à la population ;
- le portage de dispositifs institutionnels de coordination ;
- la mise en place de services à la personne ;

Le CCAS pourra également exercer certaines **attributions en partenariat** avec les Services de l'État et le Conseil Général.

En conséquence, la mise en œuvre de l'ensemble de ces dispositifs permettra à la commune d'avoir une politique sociale de proximité porteuse, au profit de nos administrés.

Monsieur le Maire invite les membres de l'assemblée délibérante à bien vouloir se prononcer sur la création du Centre Communal d'Action Sociale de la Commune de Rémire-Montjoly.

Monsieur Alex HO-BING-HUANG sollicitant la parole et l'obtenant, souligne qu'avant la dissolution du CIASIC, plusieurs collectivités assuraient la prise en charge de l'ensemble du personnel émanant de la structure, or, aujourd'hui la commune se retrouve seule face aux dépenses des charges de ce personnel. Il fait savoir qu'il s'abstiendra sur ce point.

Monsieur le Maire rappelle que le SIVU c'est un syndicat regroupant plusieurs collectivités, et dans ce syndicat, seule la commune de Rémire-Montjoly était à jour de ses cotisations annuelles. Si aujourd'hui dit-il, la commune se retrouve dans cette situation, c'est parce qu'en outre les autres communes ne jouaient pas la solidarité, en réglant elles aussi leurs cotisations. Monsieur le Maire souligne qu'au regard des difficultés financières rencontrées dans ce cadre, il est plus avantageux pour la collectivité de créer son propre centre communal d'action sociale.

Monsieur Claude PLENET sollicitant la parole et l'obtenant, rejoint le conseiller Alex HO-BING-HUANG dans son intervention. Seulement dit-il, lorsqu'il a fallu débattre sur la dissolution du CIASIC, un certain nombre de réserves avaient été émises à ce sujet ; malheureusement suite à l'arrêté de dissolution du CIASIC par le Préfet, la commune est obligée de procéder à la création de son propre CCAS, mais qu'il faudra rester vigilant.

Madame Line MONTOUTE sollicitant la parole et l'obtenant intervient pour compléter l'intervention du conseiller Claude PLENET, en précisant que les communes ont depuis la loi du 06 janvier 1986 obligation de créer leur propre CCAS ; bien évidemment dit-elle, il n'est pas possible de laisser pour compte les administrés sans continuité de service.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités ;

VU la délibération du Conseil Municipal n°2011-25/RM du 20 avril 2011, relative à la demande de retrait de la commune de Rémire-Montjoly du SIVU et du CIASIC, et demandant la dissolution du SIVU et du CIASIC par consentement des conseils municipaux intéressés ;

VU la délibération n° 2012-62/RM du 18 Juillet 2012, relative à la demande de dissolution du SIVU et du CIASIC sur demande de la majorité des communes membres et approuvant la dissolution de ces derniers ;

CONSIDERANT la volonté politique d'offrir aux habitants de la Commune de Rémire-Montjoly, des prestations sociales de qualité ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

OÙ les explications de Monsieur le Maire ;

APRES en avoir délibéré ;

DECIDE :

Article 1 :

D'APPROUVER le principe de la création d'un Centre Communal d'Action Sociale dans la Commune de Rémire-Montjoly dont le siège est fixé provisoirement au Centre de Loisirs Associé à l'École (CLAE) de REMIRE-MONTJOLY ;

Article 2 :

D'AUTORISER le Maire à signer toutes pièces administratives et comptables afférentes à la mise en œuvre effective du CCAS.

Article 3 :

DE DONNER mandat au Maire à l'effet d'intervenir auprès du représentant de l'État dans le département et de prendre toute mesure sur le plan administratif, financier et comptable pour l'exécution de la présente délibération.

VOTE : Pour = 25

Contre = 00

Abstention = 02

3°/ Fixation du nombre de membres du Centre d'Action Sociale (CCAS) de Rémire-Montjoly et à l'élection des représentants du conseil municipal
--

Abordant le troisième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée que le conseil municipal avait délibéré sur la création du Centre Communal d'Action Sociale de notre Commune qui existe désormais de plein droit.

S'agissant d'un organisme communal qui est différent de la collectivité municipale dont il relève, le CCAS disposera d'un organe de gestion lui permettant de remplir ses missions, le Conseil d'Administration.

Conformément à différentes dispositions du code de l'action sociale et des familles, reprises par le décret du 6 mai 1995, le Conseil d'Administration est composé :

- du Maire qui en est le Président de droit, et en nombre égal ;
- de membres élus en son sein par le conseil municipal ;
- de membres nommés parmi des personnalités non membres du Conseil Municipal, qualifiées dans le domaine de l'insertion, de la lutte contre les exclusions, de l'aide aux personnes âgées, retraités et handicapées, et désignées par les associations concernées.

En application des dispositions des articles L.123-6 ; R.123-11 ; R.123-12 du code de l'action sociale et des familles, il sera procédé à la nomination des représentants des associations par mes soins.

Les articles R.123-7 et 8 définissant les règles applicables à l'élection des membres du Conseil d'Administration, autorisent la représentation du Conseil Municipal entre quatre (4) et huit (8) élus.

Eu égard à la strate démographique de la Commune de Rémire-Montjoly et à la nécessité de prévoir une montée en charge progressive du financement des missions du CCAS, Monsieur le Maire propose de fixer le nombre total des membres du Conseil d'Administration à huit (8), en plus du Président, dont 4 membres élus du conseil municipal et 4 membres nommés.

Il rappelle que l'élection se fait sur la base de la représentation proportionnelle.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment ses articles L 123-4 à L 123-9 et R.123-7 à R.123-15 ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités ;

VU la délibération du Conseil Municipal n°2011-25/RM du 20 avril 2011, relative à la demande de retrait de la commune de Rémire-Montjoly du SIVU et du CIASIC, et demandant la dissolution du SIVU et du CIASIC par consentement des conseils municipaux intéressés ;

VU la délibération n° 2012-62/RM du 18 Juillet 2012, relative à la demande de dissolution du SIVU et du CIASIC sur demande de la majorité des communes membres et approuvant la dissolution de ces derniers ;

CONSIDERANT qu'il convient de fixer le nombre des membres du conseil d'administration du Centre d'Action Sociale, que les dispositions légales et réglementaires susvisées exigent un minimum de quatre (4) membres élus et un maximum de huit membres élus ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, ensuite de procéder à l'élection des membres du conseil municipal appelés à siéger au Centre d'Action Sociale (CCAS) ;

Le Maire propose de fixer à huit (8) le nombre de membres appelés à siéger au conseil d'administration du CCAS, dont 04 membres élus et 04 membres nommés ;

Il précise que l'élection des membres du conseil municipal se fait au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste ;

LE CONSEIL MUNICIPAL

OUÏ les explications de Monsieur le Maire et sur sa proposition ;

APRES en avoir délibéré ;

FIXE à huit (8) le nombre des membres du Conseil d'Administration du Centre d'Action Sociale (CCAS) de la commune de Rémire-Montjoly.

APRES en avoir constaté qu'une seule liste de candidature a été présentée, le conseil municipal est passé au vote :

Au 1^{er} tour, la liste composée de Mesdames Patricia **GERARD**, Myriam **TOMBA**, Georgette **MITH**, Line **MONTOUTE** a obtenu :

VOTE : Pour = 25 Contre = 00 Abstention = 02

En conséquence, Mesdames Patricia **GERARD**, Myriam **TOMBA**, Georgette **MITH**, Line **MONTOUTE** sont proclamées membres du Conseil d'Administration du Centre d'Action Sociale (CCAS) de Rémire-Montjoly.

4°/ - Projet de Décision Modificative n° 03 (budget principal) – Exercice 2012

Entamant le quatrième point de l'ordre du jour, Monsieur le Maire porte la connaissance des membres de l'assemblée que l'exécution du budget de l'exercice 2012, fait apparaître un besoin de virement de crédits budgétaires.

Certains chapitres nécessitent une inscription à la hausse ou la baisse, afin de permettre la liquidation dans le délai de 21 jours suivant la fin de l'exercice budgétaire, des dépenses engagées avant le 31 décembre.

Aussi, des recettes non prévues ou insuffisamment prévues doivent être réajustées dans les chapitres budgétaires concernés.

Pour mémoire, Monsieur le Maire rappelle que plusieurs décisions modificatives budgétaires peuvent intervenir durant l'exécution du budget, conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L1612-11 qui précise à l'alinéa 1 « ...des modifications peuvent être apportées au budget par l'organe délibérant, jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent ».

De ce qui précède, Monsieur soumet aux conseillers municipaux le projet de **Décision Modificative n°3**, de l'exercice budgétaire 2012.